



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-56225>

Département(s) de publication : **974**

Annonce n° **26-56225**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : RÉGION RÉUNION

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 23974001200012

Ville : Sainte-Clotilde

Code postal : 97490

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 974

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://marches-publics.regionreunion.com/entreprise/consultation/506619?orgAcronyme=u6i>

Identifiant interne de la consultation : 2026-DBP-0452

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : RÉGION RÉUNION

Adresse mail du contact : marches@cr-reunion.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 262487000

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** L'identification du candidat. En cas de groupement, elle précise l'identification des membres du groupement, la forme du groupement, la désignation du mandataire ; les pouvoirs de la personne habilitée à engager les candidatures. En cas de groupement, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement ; une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail

concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Une même personne physique ne peut présenter plus d'une candidature pour un même marché public (article R2142-4 du Code de la Commande Publique).

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique. Pour les entreprises dont la création est inférieure à 1 an, le récépissé du dépôt de déclaration auprès du Centre de Formalité des Entreprises justifiera l'absence de cette déclaration concernant le chiffre d'affaires. Dans ce cas, l'entreprise est autorisée à justifier sa capacité financière par tous moyens, notamment par une déclaration appropriée de banques.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; références des principaux travaux similaires : présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les travaux sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché de même nature. Compétences techniques : le candidat doit justifier d'une équipe de professionnels compétents dans les différents corps de métier nécessaires à l'exécution des travaux ; références et qualifications : le candidat doit fournir les certifications ou qualifications professionnelles attestant de sa compétence dans le domaine en lien avec l'objet du marché. Tout moyen de preuve est accepté pour en apprécier l'équivalence (comme par exemple, les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres).

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 03/07/2026 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Prix : 60%, Valeur technique : 40%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Remise en état d'une parcelle en vue de la réalisation des travaux de construction du lycée des métiers du tourisme et de l'hôtellerie à Saint-André

Code CPV principal - Descripteur principal : 45100000

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : La consultation a pour objet la réalisation des travaux préalables de remise en état d'une parcelle en vue de la réalisation des travaux de construction du lycée des métiers du tourisme et de l'hôtellerie à Saint-André. Les travaux sur cette parcelle portent sur : - la dépose, la dépollution, la purge et le démontage des déchets, des matériels et équipements présents sur le terrain et définis de manière non exhaustive dans le CCTP ; - la réalisation du chargement et du transport vers les filières agréées ; - le traitement documentaire, la complétude et la fourniture d'un dossier composé de l'ensemble des justificatifs administratifs et réglementaires exigés.

Lieu principal d'exécution du marché : RÉUNION

Durée du marché (en mois) : 3

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : L'indicatif téléphonique est le +262. Il sera procédé à l'analyse des offres avant l'examen des candidatures conformément aux dispositions des articles R2144-3 et R2161-4 du code de la commande publique. Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande : de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://marches-publics.regionreunion.com>. Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur. Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de la Réunion, sis, 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex, Téléphone : +262 262 92 43 60 - Télécopie : +262 262 92 43 62 / Courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 08/06/2026